

MENSONGE

« Nous sommes prêts à mettre de l'argent pour faire les investissements (...) », déclarait Nicolas Sarkozy devant les salariés de l'usine ArcelorMittal à Gandrange, en Moselle. Le chef de l'État a aussi promis qu'il reviendrait en personne annoncer les mesures de sauvetage du site menacé de fermeture partielle. Conclusion : ils ne l'ont jamais revu, la fermeture est toujours d'actualité et ArcelorMittal annonce de nouvelles suppressions d'emplois en France.

Vider les caisses ?

« Qu'est-ce que vous attendez de moi ?

Que je vide des caisses qui sont vides ? »

interrogeait le chef de l'État dans sa conférence de presse le 8 janvier. Vides ? Le 13 octobre, il annoncera la recapitalisation des banques en difficulté à hauteur de 40 milliards d'euros et la garantie étatique des prêts interbancaires à hauteur de 320 milliards.

« Désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit. »

AU CONSEIL NATIONAL DE L'UMP,
LE 5 JUILLET 2008

LES PATRONS LUI DISENT MERCI

Après avoir cassé la logique protectrice du droit social, flexibilisé les contrats de travail et dynamité la durée légale du temps de travail, la majorité UMP a fait voter la possibilité de travailler jusqu'à 70 ans. La suppression de la taxe professionnelle et les exonérations de cotisations sociales en cascade, décidées par le gouvernement, auront fini de contenter les patrons français, qui disent merci à Nicolas Sarkozy.

CHÔMAGE : L'EXPLOSION

Chômage en hausse et destructions d'emplois multipliés, tel est le bilan social 2008 de Nicolas Sarkozy. Selon une définition du chômage plus large que celle du BIT, **2,75 millions de personnes étaient au chômage ou « dans une situation proche du chômage » au troisième trimestre 2008.** Et 1,21 million étaient en « sous-emploi », c'est-à-dire en temps partiel « subi » ou au chômage technique.

30 627 fonctionnaires en moins en 2009

11 200 postes d'enseignant supprimés en 2008, dont 8 830 dans les collèges et lycées. « La question n'est pas le nombre de professeurs », affirmait Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale. Une logique qui coûtera cher aux services publics.

IL DEVAIT RÉSOUDRE LE PROBLÈME DU LOGEMENT

Il y a encore 3 318 500 individus mal logés en France (rapport 2008 de la Fondation Abbé-Pierre), deux ans ou presque après la promulgation en fanfare de la loi sur le logement opposable en mars 2007 et dont Christine Boutin estimait au bout d'un an que les résultats obtenus étaient « très satisfaisants ».

TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS

L'écran de fumée du « travailler plus pour gagner plus », slogan sur lequel Nicolas Sarkozy, qui s'était proclamé candidat du pouvoir d'achat, s'est fait élire, est tombé. Le salaire moyen de base, qui ne compte pas les heures supplémentaires, a stagné pendant toute l'année. Les prix, eux, ont augmenté. L'indice des prix à la consommation enregistre une hausse de 1,6 % sur un an, dans la grande distribution les prix ont flambé en 12 mois de + 4,2 %.

Cette image représentant Nicolas Sarkozy en patineuse artistique est tirée de la publicité pour la chaîne de télévision privée allemande d'information continue N-TV.

n-tv
DER NACHRICHTENSENDER